

Présentation prébudgétaire Unifor 2017

Jerry Dias
Président national
Unifor

Le 5 août 2016

Qui nous sommes

Unifor est la plus importante organisation syndicale canadienne dans le secteur privé et représente plus de 310 000 travailleurs à l'échelle nationale dans toutes les principales industries. Conçu par ses membres, Unifor représente des Canadiens de partout au pays dans les secteurs de la fabrication de pointe, des ressources naturelles, du transport, des télécommunications, etc. Les industries dans lesquelles les membres d'Unifor travaillent sont essentielles au succès économique du Canada et agissent comme centres majeurs du pays en matière de technologies et d'innovation de pointe. Ces industries sont également les principaux exportateurs du Canada et sont une source croissante de bons emplois rares. Les membres d'Unifor ont très à cœur la réussite de leurs industries et s'associent depuis longtemps avec les employeurs et les gouvernements dans le but d'améliorer la productivité et l'innovation. Au nom de ces membres, de leurs familles et de leurs collectivités, j'ai le plaisir d'avoir la possibilité de partager les priorités d'Unifor pour le budget de 2017 et de participer au processus de consultation prébudgétaire du Comité permanent des finances.

Résumé

Unifor estime que le gouvernement doit jouer un rôle de meneur actif pour élaborer des politiques solides et sophistiquées qui génèrent des investissements stratégiques afin d'assurer le développement économique à long terme. Notre présentation budgétaire 2017 est axée sur les priorités en matière de politiques et sur les investissements budgétaires qui créeront de bons emplois, renforceront les entreprises canadiennes et augmenteront la prospérité économique pour les travailleurs canadiens, leurs familles et leurs collectivités.

Innovation technologique, fabrication de pointe et croissance économique

- Modifier le Fonds d'innovation pour le secteur de l'automobile pour qu'il devienne un programme de subventions non imposables ayant des règlements et des procédures souples qui sont liés à la création d'emplois manufacturiers.
- Élaborer un système à guichet unique pour obtenir un nouvel investissement dans les usines canadiennes d'assemblage et de pièces.
- Investir 1 milliard de dollars dans le programme C Series de Bombardier comme investissement concret visant à promouvoir de bons emplois, une productivité élevée et l'innovation.
- Générer de nouveaux investissements dans les infrastructures publiques en incluant des exigences d'équipement de transport en commun fait au Canada ainsi que d'embauche et de contenu locaux, en mettant notamment un accent sur les collectivités sous-représentées.

- Pour que le Canada demeure un chef de file en technologies et en innovation de pointe, nous devons nous assurer que tous les Canadiens ont la capacité de contribuer à la croissance économique. Le manque de services de garde d'enfants demeure un obstacle important aux familles de travailleurs (et surtout aux travailleuses). Le gouvernement doit créer un système de services de garde d'enfants abordables afin que tous les Canadiens puissent contribuer à notre développement économique à long terme.

Changement climatique, innovation et « juste transition » vers une économie sobre en carbone

- Établir un processus pour examiner les impacts sur le marché du travail découlant des politiques qui accéléreraient la transition industrielle des combustibles fossiles à l'énergie renouvelable et à la technologie propre (à l'échelle provinciale et communautaire). Le but serait de veiller à ce que les coûts associés à la transition du Canada vers une économie sobre en carbone ne soient pas injustement supportés par les travailleuses et les travailleurs.
- Investir les surplus prévus de la caisse de l'assurance-emploi pour accroître l'accès aux programmes de formation en misant particulièrement sur les programmes d'aide à l'adaptation et à la transition de la main-d'œuvre, afin que les travailleurs canadiens et leurs collectivités puissent bénéficier de la transition vers une économie verte en accédant aux nouveaux emplois verts soutenant la collectivité qui sont créés par l'intermédiaire de programmes d'investissements publics et des stratégies sectorielles.
- Accroître l'accès à l'assurance-emploi, avec un soutien pour le recyclage, l'acquisition de compétences, une souplesse de l'assurance-emploi pour la transition en milieu de travail, une augmentation des indemnités de départ ou des paiements de continuation, des possibilités de prestations de raccordements et de retraite anticipée.
- Faire croître la prospérité économique du Canada et augmenter les possibilités d'exploitation industrielle, nous devons renouveler les conseils sectoriels. Selon les pratiques exemplaires mondiales pour une politique de développement économique et industriel réussie, le gouvernement doit mettre en place des organismes industriels, syndicaux et gouvernementaux chargés de concevoir des stratégies sectorielles ayant pour priorité le développement économique.

Soutenir les collectivités canadiennes, créer de bons emplois

- Jusqu'à maintenant, les faits montrent que la vente de biens publics n'est pas bénéfique pour le public. Unifor est donc principalement opposé à la vente de biens publics. Lorsqu'il est question de « recyclage de biens », le gouvernement doit d'abord examiner l'impact sur la productivité, la sécurité et le développement économique, surtout en ce qui concerne la vente d'aéroports publics du Canada.

- Veiller à ce que le revenu généré par les entreprises de commerce électronique, les fournisseurs de services en ligne, les distributeurs de contenu numérique et la vente de produits et services soient taxés conformément aux lois canadiennes actuelles.
- Annuler les modifications du gouvernement fédéral précédent apportées à la *Loi sur les télécommunications*, à savoir les modifications liées à la propriété étrangère, comme il est question dans le projet de loi sur l'exécution du budget de 2012.

Fonds d'innovation pour le secteur de l'automobile

Le Fonds d'innovation pour le secteur de l'automobile (FISA) du gouvernement fédéral a été un outil important pour garantir des investissements à des fins d'innovations qui arriment l'ensemble de l'industrie automobile du Canada. Cependant, la structure du FISA est de plus en plus dépassée par rapport aux programmes visant à attirer des investissements des autres provinces et États importants pour la fabrication d'automobiles en Amérique du Nord et aux programmes offerts à l'échelle provinciale. De plus, dans la période actuelle d'intérêt très bas, la valeur d'un prêt sans intérêt assorti de grandes obligations fiscales initiales est nettement réduite. Reflétant un consensus croissant dans l'industrie, **Unifor recommande que le FISA soit modifié et devienne un programme de subvention non imposable, doté de règlements et de procédures flexibles ainsi que de paramètres de financement proportionnellement comparables à l'instar de ce qu'offrent les gouvernements des autres grands pôles de l'industrie automobile.** Finalement, pour stimuler la croissance économique du Canada et soutenir les efforts fédéraux et provinciaux visant à attirer des investissements, **le Canada doit élaborer un système à guichet unique pour obtenir de nouveaux investissements dans les usines canadiennes d'assemblage et de pièces.**

Investissements dans le Programme CSeries de Bombardier

Le Programme CSeries de Bombardier a été acclamé comme pouvant « changer la donne » dans l'industrie des voyages commerciaux aériens. En ce qui concerne les questions de viabilité à long terme, le programme a vu d'importantes commandes au cours des derniers mois. Il y a quelques semaines seulement, le premier appareil CSeries a été utilisé par la Swiss International Airlines. L'industrie aérospatiale a des retombées importantes sur l'économie du Canada. De bons emplois, un meilleur perfectionnement de compétences et une meilleure productivité, l'innovation technologique et une balance commerciale positive ne sont que quelques-unes des raisons pour lesquelles les gouvernements du monde entier investissent énormément dans leur industrie aérospatiale. Un investissement dans le programme CSeries contribuera à assurer la réussite de l'industrie aérospatiale et des nouvelles technologies et produits qui₄ en découlent. **Unifor recommande au gouvernement fédéral du Canada d'investir 1 milliard de dollars pour une**

participation en capital dans le programme C Series de Bombardier comme investissement concret et direct visant à promouvoir de bons emplois, la productivité et l'innovation pour le futur économique du Canada. Une participation en capital dans l'entreprise solidifiera la viabilité à long terme de cette réussite canadienne. D'après les tendances dominantes, il est probable que le gouvernement recevra un retour important sur cet investissement par l'intermédiaire de plus-values et de distributions.

Infrastructure

La planification de nouvelles dépenses en infrastructure est une bonne nouvelle. Ces dépenses comprendront 20 milliards de dollars dépensés sur les dix prochaines années dans le transport en commun. Les systèmes de transport en commun public seront un moteur important de l'amélioration de la qualité de vie des Canadiens, y compris dans le combat contre le changement climatique. Unifor estime que les nouveaux investissements en infrastructure, surtout dans le transport en commun, devraient également être reliés aux objectifs plus généraux en matière de développement économique. Les règles sur l'achat de produits canadiens et le contenu local rattachées aux nouveaux investissements sont des outils démontrés de création d'emplois et de perfectionnement de compétences. Elles encouragent également le perfectionnement de compétences industrielles qui permettent aux produits canadiens d'être plus concurrentiels sur le marché mondial. **Les recommandations d'Unifor favorisent l'approvisionnement en équipement de transport en commun fait au Canada et les exigences d'embauche locale, surtout parmi les travailleurs sous-représentés (p. ex. : les minorités visibles, les jeunes travailleurs, les femmes dans les métiers spécialisés et les travailleurs autochtones).**

Juste transition

Les membres d'Unifor conviennent que nous devons agir maintenant pour combattre le changement climatique et qu'en tant que nation, nous devons évoluer vers une économie sobre en carbone. En collaboration avec le mouvement ouvrier au Canada, Unifor défend depuis longtemps une « juste transition » pour les travailleurs lorsqu'une transformation industrielle se traduit par de lourds changements pour ceux-ci, pour leur emploi et pour leur qualité de vie. Le principe d'une juste transition a été reconnu par l'Organisation internationale du travail et a été inclus dans l'Accord de Paris 2015 sur le climat. Unifor invite le gouvernement fédéral à mettre en œuvre le principe de la juste transition, notamment :

- **en menant un examen des conséquences sur la main-d'œuvre à l'échelle provinciale et⁵ communautaire afin de savoir quels sont**

les travailleurs affectés et de déterminer quelles stratégies de transition sont nécessaires pour veiller à ce que les coûts associés à la transition du Canada vers une économie plus sobre en carbone ne soient pas injustement supportés par les travailleuses et les travailleurs.

- en investissant les surplus prévus de la caisse de l'assurance-emploi dans un accès plus large aux programmes de formation en misant particulièrement sur les programmes d'aide à l'adaptation ou à la transition de la main-d'œuvre, afin que les travailleurs puissent bénéficier de la transition vers une économie verte en accédant aux nouveaux « emplois verts » qui sont créés par l'intermédiaire des programmes d'investissements publics.
- en accroissant l'accès à l'assurance-emploi, avec un soutien pour le recyclage, l'acquisition de compétences, une souplesse accrue pour la transition en milieu de travail, une augmentation des indemnités de départ ou des paiements de continuation, des possibilités de prestations de raccordements et de retraite anticipée.

De plus, le gouvernement canadien devrait créer des groupes de travail fédéraux-provinciaux chargés de formuler des propositions relatives aux objectifs, politiques et programmes du plan d'action canadienne sur le changement climatique. Une table des parties prenantes représentant les syndicats les plus touchés par la politique sur le climat doit être formée et liée au groupe de travail fédéral-provincial.

Télécommunications

Le gouvernement Harper a modifié la *Loi sur les télécommunications* pour autoriser les fournisseurs étrangers s'ils représentent moins de 10 pour cent du revenu annuel total de l'industrie. Une augmentation des fournisseurs étrangers dans le marché canadien n'entraînera pas nécessairement une plus grande concurrence ou des résultats positifs pour les consommateurs (et pourrait favoriser une plus grande concentration par de grandes entreprises étrangères). **Unifor recommande l'annulation des modifications apportées à la Loi sur les télécommunications liées à la propriété étrangère dans le projet de loi sur l'exécution du budget de 2012.** La propriété étrangère a également le potentiel de nuire à la culture et à l'innovation canadiennes, de soulever des problèmes relatifs à la sécurité nationale et à la protection des renseignements personnels et d'exacerber la tendance vers la sous-traitance à l'étranger.

Que les aéroports canadiens demeurent publics

Unifor ne soutient pas la vente de biens publics, surtout la vente des biens qui génèrent un revenu important pour le gouvernement fédéral et qui servent l'intérêt public. Le modèle actuel d'autorité aéroportuaire sans capital-actions est considéré comme une structure de gouvernance efficace pour le réseau national d'aéroports et doit être conservé. Les autorités aéroportuaires ont pour mandat de faciliter le développement économique dans les collectivités locales et sont des fournisseurs du bien public. L'industrie du transport aérien du Canada a connu une croissance importante avec sa structure de propriété actuelle qui est en place depuis 1992. Nous croyons que ce modèle peut et doit continuer d'être utilisé comme avenue de croissance et de partage de la prospérité à long terme. Le gouvernement canadien a recueilli plus de 312 millions de dollars en loyers aéroportuaires en 2014-2015. La vente de bien comme un aéroport pour acheter de nouveaux éléments d'infrastructure pourrait sembler être une bonne idée à court terme, mais à long terme, la perte de ce revenu contribuera à une restriction continue des services publics et forcera les décisions continuelles entre de plus grands déficits ou de plus petits surplus. De plus, le gouvernement ne devrait pas éliminer ou supprimer de façon graduelle les loyers aéroportuaires; il devrait plutôt étudier la possibilité de prolonger les baux et les locations pour tous les aéroports. Bien que le *Rapport Emerson* ait fourni beaucoup de suggestions sur la façon de privatiser un aéroport, il n'a pas fourni d'analyse qui prouve que la privatisation mène à des coûts inférieurs pour les sociétés aériennes, à une productivité accrue, à une meilleure sécurité ou un meilleur développement économique.

Régime fiscal équitable

Le gouvernement fédéral doit prendre des mesures, au moyen du budget de 2017, pour **veiller à ce que le revenu généré par les fournisseurs de services en ligne et les distributeurs de contenu numérique ainsi que par la vente de ces produits et services soit taxé conformément aux lois canadiennes actuelles.** De nos jours, les entreprises en ligne qui ont négligé d'inscrire leurs activités au Canada réussissent à s'exempter d'avoir à payer les tarifs, les droits et les taxes standards du Canada. Des entreprises de plusieurs milliards de dollars comme Netflix, Google, Uber et d'autres génèrent d'énormes revenus au Canada (près de 300 millions de dollars par année uniquement pour Netflix) sans verser la TPS due au gouvernement fédéral ou payer de taxes sur les revenus. Toute cette illégalité se déroule dans un environnement d'impunité. Cette situation justifie l'attention et les ressources du gouvernement. Alors que l'économie numérique prend de l'ampleur et que les activités de commerce électronique continuent de croître, plusieurs pays (notamment le Japon, l'Australie, ainsi que l'Union européenne) ont pris des mesures pour veiller à ce que les entreprises de commerce électronique soient sur le même pied que les entreprises traditionnelles en matière de fiscalité et de réglementation. Unifor s'allie à Canadiens pour

une fiscalité équitable et demande que le budget de 2017 donne priorité à l'élimination des échappatoires fiscales pour les entreprises numériques au Canada et veille à ce que ces dernières versent les taxes de vente à l'Agence du revenu du Canada. Unifor demande également au gouvernement fédéral d'émettre un décret du cabinet demandant au CRTC de lever ses diverses exemptions visant les médias numériques des distributeurs/diffuseurs en ligne, exigeant ainsi aux entreprises ayant des activités numériques de demander des permis de distribution et de diffusion au Canada et de contribuer de façon significative au financement et à la présentation du contenu canadien.

JD\JB\sdcupe343